

DISCOURS PRESIDENTE

ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE

27 AVRIL 2026

Seul le prononcé fait foi

Mesdames... Messieurs... les Conseillers départementaux...

Monsieur le Contrôleur général Directeur des services départementaux d'incendie et de secours ...

Monsieur le Président de la Chambre interdépartementale d'Agriculture Doubs – Territoire de Belfort ...

Monsieur le Payeur départemental, par intérim

Chers collaborateurs du Département...

Mesdames... Messieurs...

Nous ouvrons cette assemblée dans un moment qui, sans être inédit, n'est pas tout à fait ordinaire.

Non pas simplement parce que le monde traverse des tensions — il en a toujours connu — mais parce que ces tensions atteignent aujourd'hui un degré d'intensité, de proximité et de rapidité qui en modifie profondément les effets.

Ce qui relevait encore récemment de la géopolitique lointaine s'impose désormais à nous comme une réalité immédiate, presque quotidienne.

La guerre au Moyen-Orient, et je n'oublie pas non plus la guerre en Ukraine, en est une illustration particulièrement impactante.

Ce conflit ne se limite pas aux cartes, aux équilibres géographiques stratégiques ou aux analyses internationales.

Il se traduit, très concrètement, ici, dans notre territoire, par des effets directs et mesurables.

Une hausse brutale des prix des carburants, de plus de 20 % pour l'essence et un pic à plus de 40 % pour le gazole.

Cette hausse se répercute nécessairement sur le prix des transports, sur nos industries, et donc, à la fin sur les prix à la consommation.

Dans ce contexte, le gouvernement a relevé dernièrement sa prévision d'inflation, pour l'année 2026 de 1,3% à 1,9%, tout en abaissant la prévision de croissance à 0,9%.

Ces évolutions ne sont pas abstraites.

Elles s'inscrivent dans la vie réelle.

Dans les choix que doivent faire les familles, soumises à une pression croissante sur leurs dépenses contraintes.

Dans les équilibres économiques des entreprises, avec des interrogations sur la viabilité de certaines activités.

Dans les contraintes nouvelles qui pèsent sur les agriculteurs, confrontés notamment à l'augmentation du GNR.

Dans les coûts des chantiers publics, qui s'alourdissent. Ce qui pèsera sur nos budgets d'investissement.

Et dans notre propre capacité, en tant que collectivité, à maintenir un niveau d'intervention à la hauteur des besoins.

Ce qui se joue à l'échelle du monde pèse désormais directement sur la vie des Doubiens.

Face à cela, la question qui nous est posée est simple dans sa formulation, mais exigeante dans sa réponse.

Acceptons-nous de subir ces évolutions, ou décidons-nous d'y faire face avec lucidité et détermination ?

Dans le Doubs, nous faisons un choix clair.

Nous avons choisi d'anticiper, de décider et d'agir.

Car dans ces moments d'instabilité, le Département ne peut être une institution neutre ou distante.

Il est, par nature, la collectivité du quotidien.

Celle qui est au contact direct des fragilités comme des projets de développement locaux.

Celle qui, plus que toute autre, doit tenir.

Tenir quand les équilibres se fragilisent.

Tenir quand les repères se brouillent.

Tenir, tout simplement, parce qu'elle est le premier point d'appui des habitants.

Notre responsabilité est donc pleinement politique.

Protéger, lorsque les situations l'exigent.

Permettre, lorsque les territoires veulent avancer.

Cette responsabilité prend un visage très concret lorsque l'on regarde celles et ceux qui, chaque jour, font vivre notre modèle de solidarité.

Je pense ici aux aides à domicile.

Plus de 1 500 professionnelles, dans notre département, sillonnent quotidiennement nos villes, nos villages et nos routes départementales. Elles accompagnent les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les plus fragiles.

Leur action est essentielle.

Elle permet, au-delà des dispositifs, de rendre possible ce qui est au cœur de notre pacte social : le maintien à domicile, la dignité, l'accompagnement humain.

Et pourtant, aujourd'hui, ce sont elles qui se trouvent en première ligne face à la hausse des carburants.

Dans bien des cas, cette augmentation est supportée directement, individuellement, sur des revenus déjà modestes.

Ce que nous observons, ce n'est pas seulement une difficulté ponctuelle.

C'est un vrai risque de déséquilibre progressif.

Des déplacements plus coûteux, une attractivité fragilisée, des organisations de services sous tension, et, à terme, un risque réel de dégradation de l'accompagnement.

Ces effets, nous avons commencé à les mesurer.

Même s'ils restent évolutifs, parfois difficiles à stabiliser, ils sont bien réels.

Et ils appellent une réponse à la fois lucide et structurée.

Si les annonces récentes du Gouvernement apportant une aide de 20 centimes par litres à des personnes à revenus modestes sont bienvenue, il est utile de rappeler à ceux qui s'interrogeraient sur ce que nous faisons, que nous n'avons pas attendu la crise pour agir.

Depuis plusieurs années, le Département du Doubs a fait le choix d'une politique structurée, contractualisée dans le cadre des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens avec les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile.

Le Département verse ainsi aux SAAD une enveloppe spécifique dédiée à la compensation des frais kilométriques, à hauteur de 0,46 euros par kilomètres.

Je vous ai montré le montant au kilomètre, vous remarquerez qu'il est plus élevé que celui en Meurthe et Moselle. Je me permets d'anticiper les débats à venir.

Il s'agit d'une politique volontariste du Département du Doubs. **Ce sont ainsi près de 700 000 euros qui ont été versés** pour accompagner les déplacements et soutenir les structures.

Mais le contexte actuel nous oblige à aller plus loin.

C'est le sens des décisions que nous prenons aujourd'hui.

Grâce aux moyens issus de la loi « Bien vieillir », à hauteur de près de 400 000 euros pour notre département, nous renforçons notre action en matière de mobilité.

Nous investissons dans des solutions concrètes.

Des véhicules moins émetteurs, plus en adéquation avec les besoins du terrain, pour faciliter les déplacements et les rendre moins coûteux.

En commission permanente cet après-midi, nous voterons ainsi 168 000 euros pour l'acquisition de véhicules électriques, voitures ou trottinettes, par les services d'aide à domicile.

Ces choix ne relèvent pas d'une logique ponctuelle.

Ils traduisent une orientation claire : et je veux remercier mon Président de la 1^{ère} commission d'avoir travaillé bien en amont pour ne permettre de présenter un rapport comme celui-ci cet après-midi.

Ne pas laisser celles et ceux qui font vivre notre solidarité au quotidien supporter seuls les conséquences d'une crise qui les dépasse.

Mais cette exigence doit s'accompagner d'une lucidité.

Les tensions que nous connaissons dépassent le cadre départemental et je pense que sur ce sujet nous pourrions nous accorder.

Partout en France, les collectivités sont confrontées aux mêmes interrogations.

Les réponses ne sont ni simples, ni immédiates.

Et aucune action locale, aussi volontariste soit-elle, ne peut à elle seule absorber durablement des évolutions de cette ampleur.

Dans le même temps, certaines décisions nationales fragilisent des équilibres déjà précaires.

Et, comme souvent, ce sont les collectivités qui se trouvent en première ligne pour répondre aux besoins qui en résultent.

Dans ce contexte, notre responsabilité est de tenir une ligne claire.

Anticiper, pour ne pas subir les événements.

Décider, pour ne pas subir les choix des autres.

Agir, pour protéger concrètement.

Et **transformer**, lorsque cela est nécessaire, pour rester efficaces dans la durée.

C'est cette logique qui structure l'ensemble des rapports qui vous sont présentés aujourd'hui.

Ces rapports ne constituent pas une juxtaposition de dispositifs.

Ils traduisent une cohérence d'ensemble, une manière de penser l'action publique comme un tout structuré, orienté vers un objectif clairement assumé.

Celui de la solidité de notre Département et la qualité de vie de ses habitants.

Lorsque nous intervenons sur le logement, nous ne répondons pas seulement à un besoin matériel.

Nous affirmons que se loger dignement est la condition première de tout parcours de vie. On peut hocher de la tête on peut discuter mais peu de département voteront ce rapport aujourd'hui.

Avec ce rapport, nous affirmons aussi une ambition.

Celle de simplifier les politiques, coordonner les acteurs, territorialiser les réponses, et renforcer notre capacité à agir, y compris en allant chercher de nouvelles responsabilités.

J'ai beaucoup attendu dans cette assemblée : osez, innovez. Vous avez une proposition aujourd'hui. Ensemble nous aurions une proposition plus intense mais je sais que nous mettrons en œuvre ce dossier.

Lorsque nous structurons notre politique sur l'alimentation et l'agriculture, nous affirmons une exigence de souveraineté locale, mais aussi de justice sociale, en garantissant à chacun une alimentation de qualité.

Lorsque nous investissons sur le sujet de l'eau, nous inscrivons notre action dans une responsabilité de long terme, avec un partenariat innovant avec l'agence de l'eau, tous les secteurs n'ont pas un partenariat aussi fort, pour contribuer utilement à la préservation de cette ressource stratégique. J'y associe également les vice-présidents et l'ensemble de ceux qui ont travaillé sur ce dossier.

Lorsque nous consolidons notre partenariat avec le SDIS, nous garantissons, partout sur notre territoire, une capacité d'intervention, de protection et de secours, quelles que soient les circonstances.

Et lorsque nous posons les bases de l'intégration de l'intelligence artificielle dans notre organisation interne, nous ne cherchons pas à nous adapter à la marge, mais à garantir notre capacité à agir efficacement dans un environnement en mutation rapide.

Car une collectivité qui ne se transforme pas devient, à terme, une collectivité qui subit.

Nous faisons le choix inverse.

Nous anticipons les mutations technologiques.

Nous accompagnons nos agents.

Nous investissons dans les compétences.

Nous intégrons l'intelligence artificielle avec méthode et discernement.

Non comme une fin en soi, mais comme un levier permettant de redonner du temps aux agents.

Pour recentrer l'action publique sur ce qui fait sa valeur : la relation humaine et le service rendu.

C'est précisément pour répondre à ces exigences de lucidité, de responsabilité et de capacité d'action que nous avons construit les orientations qui vous sont soumises aujourd'hui.

Car un cap politique ne vaut que s'il se traduit en décisions concrètes, en priorités assumées, en moyens clairement mobilisés.

Et c'est tout le sens des rapports que nous examinons dans cette assemblée.

Ils ne sont pas la simple traduction administrative de nos compétences.

Ils sont l'expression directe des choix que nous faisons pour notre Département, dans un contexte exigeant, et avec une volonté constante.

Celle de rester utiles, efficaces et lisibles pour nos concitoyens.

Cette cohérence d'ensemble, cette exigence de lisibilité et d'efficacité de notre action, n'ont de sens que si elles trouvent leur traduction concrète sur le terrain.

Car une politique publique, aussi bien conçue soit-elle, ne vaut que par sa capacité à être mise en œuvre, adaptée, incarnée au plus près des réalités locales.

Et cette mise en œuvre ne repose pas uniquement sur notre collectivité.

Elle repose sur un maillage d'acteurs, d'élus, de partenaires, qui, chaque jour, traduisent ces orientations en actions concrètes, au contact direct de nos concitoyens.

C'est là que se joue, en réalité, l'efficacité de l'action publique.

C'est là qu'elle se vérifie.

C'est là, aussi, qu'elle est jugée.

Et parmi ces acteurs, les maires occupent une place absolument centrale.

Parce que nous le savons, les réponses les plus pertinentes ne descendent pas toujours d'en haut.

Elles émergent du terrain.

De l'expérience.

De la proximité.

C'est pourquoi, mes chers collègues, au lendemain des élections municipales, je veux saluer l'engagement de toutes celles et ceux qui ont choisi de servir leur commune.

Être maire ou conseiller municipal aujourd'hui, c'est exercer une responsabilité exigeante, souvent exposée, toujours essentielle.

Je veux saluer les élus qui ont été choisis ou reconduits par leurs concitoyens.

Mais aussi ceux qui ont fait le choix de se retirer, après des années d'engagement.

Vous comprendrez que je salue beaucoup de personnes au sein de cette assemblée et au-delà de cette assemblée.

Je veux également féliciter les présidents et les exécutifs des intercommunalités, nouvellement élus.

Leur rôle est devenu structurant.

Et notre action s'inscrit avec eux.

Car le Département n'agit pas seul.

Il agit en partenariat.

Il contractualise.

Il accompagne.

Il structure.

À travers nos dispositifs, à travers nos politiques, nous affirmons une conviction simple : **les réponses concrètes se construisent dans l'alliance des territoires.**

J'insiste sur ce terme : dans l'alliance des territoires. Et dans cette alliance, le Département est, et restera, un point d'appui fiable, constant, engagé.

Dans ce contexte, je veux dire un mot sur le débat public.

Le débat démocratique est nécessaire.

Mais il suppose une exigence.

Celle du respect.

Celle de la vérité.

Or, lors des élections municipales, à Besançon notamment, certains ont fait le choix de s'en éloigner.

En substituant à la confrontation des idées une logique de l'attaque personnelle.

En utilisant des termes qui ne relèvent pas du débat, mais de l'injure publique.

“Droite Extrême”, “réactionnaire”, “facho”.

Les mots ont un sens. Et ceux qui ont été utilisés, ne sont pas neutres.

Bien évidemment, ils ne décrivent pas la réalité de ce que nous sommes.

Mais assurément, ils portent atteinte, non seulement à celles et ceux qu'ils visent, mais aussi à la qualité même du débat démocratique.

On peut contester une politique.

On peut discuter des décisions.

Mais on ne peut pas travestir la réalité.

Et à ceux qui, ici présents, ou extérieurs à cette assemblée, ont choisi de cibler un candidat pour mieux attaquer la majorité départementale et son action, je veux dire ceci :

Vous vous êtes trompés.

Trompés de campagne.

Trompés de cible.

Mais surtout, et tant mieux après tout, trompés sur l'essentiel, à savoir les attentes des électeurs.

Car pendant que certains cherchaient à caricaturer, nous étions au travail.

Pendant que certains opposaient, nous construisions.

Pendant que certains commentaient, nous décidions.

Contrairement à ce qui a été dit, la réalité est simple.

Nous sommes une majorité attachée aux valeurs républicaines.

Une majorité qui agit avec pour horizon, la dignité, la liberté et la responsabilité.

Et c'est cette ligne que nous continuerons de tenir.

Sans céder à la caricature.

Sans entrer dans l'escalade.

Mais sans jamais renoncer à la clarté.

Dans ce monde chaque jour plus instable, notre responsabilité est d'être à la hauteur des événements et des attentes économiques, sociales et humaines des habitants du Doubs.

Avec constance.

Avec lucidité.

Avec exigence.

Car ce qui est en jeu dépasse nos débats.

C'est la capacité de notre collectivité à garantir, dans la durée, les conditions d'une vie digne, libre et stable pour celles et ceux que nous représentons.

À l'échelle du Département. A l'échelle humaine.

Une échelle d'action. Une échelle de responsabilité.

C'est cette responsabilité que nous assumons aujourd'hui.

Et c'est celle que nous continuerons d'assumer demain.

Je vous remercie.